Quant aux sables pétrolifères de l'Alberta, les évaluations des ressources en place représentent certes une quantité importante, qui rivalise avec les ressources du Moyen-Orient. Il reste cependant à résoudre un certain nombre de problèmes technologiques avant que la production de la plus grande partie de ces ressources ne devienne économiquement possible. Il y a aussi divers facteurs dont les autorités auraient à tenir compte au Canada avant de décider si l'on doit entreprendre une exploitation massive du genre proposé par certains milieux; ces éléments sont le dérangement du milieu naturel, la disponibilité de la main-d'oeuvre et de l'outillage, et les effets, pour l'ensemble de l'économie canadienne, de l'investissement énorme que demanderait la production de grandes quantités de pétrole. Il est peu probable en tout cas qu'un volume important de pétrole destiné à l'exportation puisse venir de cette source avant assez longtemps. Nous avons la preuve, toutefois, qu'en exploitant les sables bitumineux, nous pourrons à tout le moins réduire ce qui aurait autrement constitué une demande plus élevée, au Canada, à l'égard du pétrole importé, laissant ainsi une plus grande quantité de pétrole étranger aux autres importateurs.

Bien que le Canada ne soit peut-être pas aussi vulnérable que la plupart des pays représentés à cette conférence devant les conséquences directes de la crise énergétique, en tant que grande nation commerçante et membre soucieux de ses engagements au sein de la communauté mondaile, nous sommes directement et immédiatement touchés par les effets mondiaux des changements des prix du pétrole.

L'analyse qui a été faite par l'OCDE, le FMI et d'autres et que les ministres des Finances ont examinée à Rome fait ressortir l'existence de problèmes en ce qui concerne les pratiques générales du commerce, les affaires financières et monétaires, les ressources mises à la disposition des pays en voie de développement, le cadre futur des échanges mondiaux de pétrole, et l'exploitation des nouvelles sources d'énergie. Dans tous ces domaines se pose la nécessité d'élargir le dialogue et de l'étendre à d'autres pays que ceux qui sont représentés ici.

Il ne sera pas possible pour les pays importateurs de pétrole de contrebalancer rapidement au moyen d'exportations la valeur plus élevée de leurs importations de pétrole. Des efforts dans ce sens seraient inutiles, tant de pays se trouvant dans la même situation. Non seulement ils seraient vains, mais ils pourraient nous entraîner tous dans une spirale de chômage de plus en plus élevé et de croissance économique de plus en plus faible. Au contraire, les pays touchés par la crise du pétrole devraient reconnaître l'importance qu'il y a à maintenir le rythme de leur propre activité économique. Dès pratiques pernicieuses comme la dévaluation compétitive, les manipulations de la monnaie, les restrictions aux importations et les marchés bilatéraux qui sont incompatibles avec les règles du GATT et avec le maintien de la stabilité économique et politique iraient à l'encontre des résultats souhaités. Dans les circonstances